

PRÉFECTURE DES LANDES

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

Bureau A2
Poste tél. : 58.06.5896
PR/DAGR/1990/N° 501
GD/VD

LE PRÉFET DES LANDES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 susvisé et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 53-577 du 20 Mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par la Société Civile Agricole d'Exploitation (SCEA) de la pisciculture du Pont de Jeannin en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à GELOUX une pisciculture,

VU le dossier annexé à la demande,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 Février 1990 prescrivant une enquête publique dans la commune de GELOUX du 27 Février 1990 au 28 Mars 1990,

VU le certificat établi par le Maire de GELOUX attestant l'affichage d'un avis annonçant l'ouverture de cette enquête,

VU l'avis et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

VU les avis émis sur ce projet par les administrations compétentes consultées,

VU les rapport et avis de l'Inspecteur des Installations Classées,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 17 Septembre 1990,

CONSIDERANT QU'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder l'hygiène et la sécurité publique,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

A R R E T E

Article 1er. - La S.C.E.A. du Pont de Jeannin est autorisée à exploiter à GELOUX, une pisciculture, sur les parcelles cadastrales suivantes:

- Commune de GELOUX - section D, parcelles n°s 300p, 301, 302, 303, 352, 353.

Article 2. - Cette pisciculture constitue une installation classée pour la protection de l'environnement et relève de la rubrique suivante de la nomenclature.

Activité	Numéro de la rubrique	Classement
Animaux et êtresvivants (établissements de vente, de transit, de soins de garde, d'élevage, etc. renfermant des) : salmonidés d'eau douce ou non	8°	A

Elle sera réalisée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et exploitée dans le strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté ainsi que de son annexe sous peine pour l'exploitant d'encourir les sanctions pénales et administratives prévues par la loi.

Article 3. - La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 4. - Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Une nouvelle demande d'autorisation pourra être exigée.

Le transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Le changement d'exploitant de cette installation classée devra être déclaré au Préfet par le nouvel exploitant dans le mois qui suivra la prise en charge de l'exploitation.

La cessation d'activité de cette installation classée devra être déclarée au Préfet dans le mois qui suivra cette cessation. Dans ce cas, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

Tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de l'établissement de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la salubrité et la sécurité publique, soit à l'agriculture, à la protection de l'environnement et la conservation des sites et des monuments, devra être signalé sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 5. - Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 6. - L'exploitant devra se soumettre, à tout moment, à la visite de son établissement par l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 7. - L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 8. - Une ampliation du présent arrêté et des annexes sera déposée à la Mairie de GELOUX.

Article 9. - M. le Maire de GELOUX est chargé de faire afficher à la Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans les locaux de la pisciculture.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de la S.C.E.A. du Pont de Jeannin dans deux journaux locaux.

Article 10. - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, le Maire de GELOUX, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la S.C.E.A. du Pont de Jeannin.

MONT-de-MARSAN, le 15 OCT. 1990

LE PREFET,

Pour la Préfet :

Le Secrétaire Général

Patrice de BROISSIA

S.C.E.A. "Le Pont de Jeannin"

Pisciculture à GELOUX

Prescriptions techniques jointes à
l'arrêté du 15 Octobre 1990

**

Article 1er. - La production annuelle de l'établissement ne pourra dépasser 80 tonnes. L'installation sera située, installée et exploitée conformément aux plans et dossier présentés et devra respecter les prescriptions édictées dans le présent arrêté.

Article 2. - Chaque année, l'exploitant est tenu d'établir un plan de production tenant compte des débits et caractéristiques physico-chimiques du cours d'eau qui sera communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 3. - L'exploitation de la pisciculture et en particulier la quantité d'aliments distribuée devra permettre de respecter simultanément les paramètres suivants :

- * ne pas porter à plus de 0,5 mg/l la teneur en ammoniacque du cours d'eau récepteur à 50 m en aval du rejet de l'effluent et respecter les critères de l'objectif de qualité du cours d'eau,

- * ne pas dépasser 2,5 mg/l pour la teneur en ammoniacque de l'effluent,

- * ne pas augmenter la charge en MES entre l'amont et l'aval immédiat de la pisciculture de plus de 5 mg/l en moyenne sur 24 H et de plus de 10 mg/l en rejet instantané.

Article 4. - L'exploitant est tenu de faire effectuer à ses frais les mesures d'autocontrôles suivantes :

- a) une fois par semaine du 1er Novembre au 31 Mai et deux fois par semaine du 1er Juin au 1er Novembre mesure de la teneur en

- ammoniacque de l'effluent et du cours d'eau 50 m en aval du point de rejet (mg/l)

- oxygène dissout (mg/l)

- Ph

Ces mesures seront faites au moyen d'une trousse de mesure rapide ou tout autre procédé ayant reçu l'agrément de l'Inspecteur des installations classées. Une fois par mois, ces mesures seront réalisées par un laboratoire agréé sur un échantillonnage représentatif.

- b) trimestriellement, mesure des MES (mg/l) en amont et aval de la pisciculture sur un échantillonnage représentatif suivant les méthodes officielles.

- c) trimestriellement, mesure de la teneur en ammoniacque du cours d'eau en amont de la pisciculture.

d) une fois par an, sur une période de 2 jours consécutifs entre le 1er Juin et le 1er Novembre réalisation d'une campagne de mesure de l'ensemble des paramètres du rejet et du milieu extérieur (amont aval) par un organisme agréé afin d'apprécier le respect des prescriptions et l'impact de l'établissement sur le milieu extérieur, en tenant compte des instructions éventuelles de l'Inspecteur des installations classées.

Article 5. - Des échelles limnimétriques permettant de mesurer le débit du cours d'eau ainsi que le débit transitant par l'échelle à poissons seront réalisées.

Une mesure du débit de la rivière sera réalisée chaque semaine du 1er Novembre au 31 Mai, et deux fois par semaine du 1er Juin au 31 Octobre.

Les eaux dérivées seront restituées à la rivière sans préjudice de l'application de la Police des eaux et de la Police de la pêche.

La circulation normale des salmonidés et la remontée de reproducteurs vers les sources resteront assurées en permanence par la mise en place d'une échelle à poissons dont le fonctionnement sera assuré par un débit réservé à tout moment supérieur à 60 litres par seconde.

En cas de nécessité, dans le but d'améliorer sa teneur en oxygène, l'eau rejetée des bassins devra franchir un dispositif assurant une réoxygénation satisfaisante de l'effluent.

Article 6. - Le responsable consignera l'ensemble des résultats de contrôle des effluents et de mesure des débits, ainsi que la quantité d'aliment distribué journallement et le tonnage journalier produit sur un registre.

Ces données seront adressées mensuellement à l'Inspecteur des installations classées, ainsi que le rapport relatif à la campagne de mesure établi par l'organisme agréé.

Toute anomalie sera communiquée immédiatement à l'Inspecteur des installations classées.

Article 7. - Les récipients seront nettoyés et désinfectés entre chaque utilisation de manière à prévenir l'apparition de mauvaises odeurs.

Article 8. - L'évacuation des eaux résiduelles et des eaux de lavage sera effectuée conformément aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953.

Article 9. - Les bassins où sont entretenus les salmonidés devront être établis en matériaux compatibles avec une vie normale de l'espèce concernée, les moyens de nettoyage et de désinfection seront en rapport avec les particularités de construction des bassins.

En outre, les bassins seront établis de telle manière qu'ils pourront être à volonté complètement isolés de la rivière et des autres bassins, tant en amont qu'en aval, pour être vidés, nettoyés et désinfectés, sans qu'ils puissent en résulter des conséquences susceptibles de nuire à la vie aquatique de la rivière située en aval de l'établissement.

Article 10. - Des grilles seront scellées en amont et en aval de manière à la considérer comme en clos piscicole.

Article 11. - Les bassins où sont entretenus les salmonidés seront alimentés en eau courante pour assurer de manière très satisfaisante la vie en bon état de santé des sujets élevés.

Ils seront régulièrement nettoyés et entretenus pour éviter toute accumulation de vases ou de matière organique fermentescible et notamment de déchets d'aliments et le cas échéant de poissons morts.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la présence et la pullulation de mouches et des rongeurs autour des bassins.

Article 12. - Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15100 relative aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

Article 13. - L'établissement disposera d'un local spécial pour la préparation et la conservation des aliments. ce local sera inaccessible aux rongeurs, un plan de dératisation sera mis en place avec piégeage.

Article 14. - Sont interdits l'introduction, le dépôt, l'utilisation des viandes, abats, issues, provenant de cadavres d'animaux et d'une manière générale de tous produits d'équarrissage non préalablement traités par un procédé de stérilisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 15. - Les poissons morts, les déchets provenant de la préparation des aliments, les déchets provenant du nettoyage des bassins et des grilles et d'une manière générale, tous déchets organiques provenant de l'établissement devront être régulièrement recueillis chaque jour dans des containers étanches avec angles intérieurs arrondis et munis de couvercle à fermeture hermétique et jointive.

Aucun de ces déchets ne devra être rejeté ni déposé sur le bord des bassins et dans les cours d'eau d'affluent et d'effluent.

Ils seront enlevés au moins une fois par jour et livrés à l'équarrissage ou sinon enfouis sous chaux vive dans une fosse étanche et recouverte conformément aux instructions de l'Inspecteur des installations classées.

Les récipients seront nettoyés et désinfectés aussitôt après usage.

Article 16. - Le personnel employé dans l'établissement devra prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

Le matériel, les instruments utilisés habituellement dans l'établissement et notamment les filets employés pour la capture des poissons doivent être nettoyés et désinfectés régulièrement.

Article 17. - L'utilisation pour l'alimentation des salmonidés de poissons morts dans l'établissement ou des débris de ces poissons est interdite.

Les poissons morts doivent être retirés des bassins dès que possible. Ils seront livrés à l'équarrissage ou détruits par un moyen approprié et autorisé.

En aucun cas, les poissons malades ou morts ne doivent être jetés dans un cours d'eau ou transportés hors de l'exploitation sauf à destination de l'équarrissage.

Les épuisettes et les instruments utilisés pour le nettoyage seront prévus en nombre suffisant.

Article 18. - L'exploitant de l'établissement doit veiller à ce que les règles d'hygiène prévues ci-dessus soient connues et observées par le personnel de l'exploitation.

Toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité du personnel employé dans l'établissement.

Article 19. - Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra être de nature à troubler la tranquillité du voisinage conformément à l'instruction relative au bruit des installations classées (circulaire du 21 Août 1976).

Article 20. - Les conditions ci-dessus ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 21. - L'exploitant devra se soumettre à tout moment, à la visite de son établissement par l'Inspecteur des installations classées.

VU pour être annexé à mon arrêté n° 501
en date du

15 OCT. 1990

MONT-de-MARSAN, le 15 OCT. 1990

LE PREFET,

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général,



Patrice de BROISSIA

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DES LANDES

LE PREFET DES LANDES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Rural et notamment ses articles L 232.6 et L 231.7 ;
VU les articles R 231.1 à R 231.41 du Code Rural ;
VU la demande et le dossier présentés par la SCEA du Pont de JEANIN domiciliée à GELOUX (Landes) ;
VU l'enquête publique prescrite par arrêté du 7 Février 1990 sur la commune de GELOUX ;
VU les conclusions du Commissaire Enquêteur ;
VU l'avis de la commission des sites du département des Landes en date du 15 Mai 1990 ;
VU l'avis du Président de la Fédération Départementale des Associations de Pêche et de Pisciculture des Landes ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes ;

A R R E T E

ARTICLE 1.- La S.C.E.A. du Pont de JEANIN domiciliée à GELOUX (Landes) est autorisée à exploiter en pisciculture, en vue de la production de poissons de consommation dans les conditions fixées par le présent arrêté, deux séries de 4 bassins de grossissement de 40 x 4 m et un bassin d'alevinage accolé à la première série de bassins situés sur les parcelles cadastrales suivantes :

Commune de GELOUX - Section D - Parcelles n°s 300p, 301, 302, 303, 352, 353.

ARTICLE 2.- Ces bassins sont alimentés en eau par dérivation du ruisseau "le Geloux".

Afin de garantir en permanence dans ce cours d'eau la vie et la reproduction des espèces piscicoles, le bénéficiaire devra laisser transiter en tous temps, à l'aval de l'ouvrage de dérivation, un débit minimal de 60 l/seconde. Si le débit d'étiage devenait inférieur à ce chiffre, le pisciculteur devrait laisser écouler dans le ruisseau en aval un débit égal à celui constaté en amont des ouvrages. Une échelle limnimétrique accessible à tout agent chargé du contrôle de cette prescription sera installée. Elle est destinée à faciliter la surveillance du maintien de ce débit.

ARTICLE 3.- Les ouvrages de dérivation situés sur le ruisseau ne doivent en aucun cas constituer un obstacle à la libre circulation des peuplements piscicoles sauvages entre l'amont et l'aval de la pisciculture. Ils devront donc être réalisés de telle façon qu'ils soient franchissables par toutes les espèces présentes dans les ruisseaux et être en conséquence équipés des dispositifs de franchissement nécessaires dès leur construction.

ARTICLE 4.- En vue de la préservation des milieux aquatiques et de la protection du patrimoine piscicole, il est interdit, sous peine des sanctions prévues aux articles L 232.2 et L 232.10 du Code Rural :

- de jeter, de déverser ou de laisser écouler dans les eaux de la pisciculture des substances quelconques dont l'action ou les réactions détruisent le poisson du milieu naturel, nuisent à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.
- d'introduire dans la pisciculture des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et dont la liste est fixée par décret.
- d'introduire sans autorisation dans les eaux visées ci-dessus des poissons qui n'y sont pas représentés.
- d'introduire dans les eaux visées ci-dessus, pour réempoissonner ou aleviner, des poissons qui ne proviennent pas d'établissement de piscicultures ou d'aquacultures agréées.

ARTICLE 5.- La circulation des poissons entre la pisciculture et les eaux libres doit être totalement empêchée dans les deux sens.

Pour réaliser cet état de fait, la pisciculture devra être délimitée par des grilles amont et aval formées par des mailles qui devront avoir moins de 10 mm de côté.

ARTICLE 6.- Les espèces dont l'élevage est autorisé sont les suivantes :

- truites fario,
- truites arc en ciel.

ARTICLE 7.- La méthode de production piscicole utilisée est celle de la salmoniculture intensive en bassin. La production annuelle maximum est fixée à 80 t, cette charge devant être modulée en fonction du débit d'étiage pour assurer le respect des autres milieux aquatiques et de leurs populations piscicoles.

Les vidanges des plans d'eau sont soumises aux dispositions de l'article L 232.9 du Code Rural.

Le pisciculteur sera tenu d'informer de ses intentions de vidanger des bassins un mois avant le début d'exécution de cette opération les propriétaires de plans d'eau situés en aval et le maire de la commune afin que puissent être mises en oeuvre des dispositions propres à protéger le milieu piscicole.

ARTICLE 8.- Les poissons provenant de cette pisciculture ne pourront être vendus et colportés morts ou vifs qu'accompagnés d'une attestation délivrée par le pisciculteur et sous sa responsabilité mentionnant la quantité de poissons concernés, leur espèce et justifiant ainsi de leur origine.

ARTICLE 9.- La durée de la présente autorisation est fixée à 30 ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement de la présente autorisation peut être demandé. La demande devra être présentée deux ans au moins avant la date d'expiration de cet arrêté.

.../...

Les travaux nécessaires à la mise en conformité de la pisciculture aux prescriptions du présent arrêté doivent être réalisés dans un délai de 12 mois. Le pisciculteur est tenu d'informer le Préfet des Landes de la fin d'exécution des travaux d'aménagement.

ARTICLE 10. - Après avoir recueilli les observations du pisciculteur, la présente autorisation peut être retirée, après mise en demeure préalable si les prescriptions imposées ne sont pas observées, à tout moment si des nuisances sont constatées pour les autres peuplements piscicoles ou pour le milieu aquatique ou dans le cas d'infraction à la réglementation générale ou au présent arrêté.

En aucun cas, le retrait ne peut donner lieu à indemnité.

ARTICLE 11. - Les modifications de l'objet de la pisciculture, de la nature des espèces piscicoles élevées ou des méthodes d'élevage pratiquées telles qu'elles sont précisées dans le présent arrêté doivent être déclarées au Préfet des Landes (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Landes) qui fait connaître, le cas échéant, son opposition dans les deux mois.

ARTICLE 12. - En cas de retrait de l'autorisation ou si celle-ci n'est pas renouvelée à son expiration, le permissionnaire est tenu de remettre les lieux en état.

ARTICLE 13. - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois suivant son affichage en Mairie devant la juridiction administrative.

ARTICLE 14. - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des Landes, le Lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, le Maire de GELOUX (Landes), les Agents commissionnés de l'Administration chargés de la police de la pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en Mairie pour une durée de 1 mois.

MONT DE MARSAN, le 15 OCT. 1990
Le Préfet,

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général,

Patrice de BROISSIA